

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Pour une raison qui vous échappe sans doute à vous tout comme elle m'échappe à moi, les journaux que vous représentez et tout particulièrement les caricaturistes qui travaillent chez vous n'ont aucun mal à m'assimiler à ce qu'on est maintenant convenu d'appeler notre "politique de la bouche ouverte" en ce qui concerne le Viet-Nam.

Peut-être cela a-t-il quelque chose à voir avec mon apparence. Doug Fisher a déjà dit que mon visage lui faisait penser à un plat de gruau.

Peut-être aussi les journalistes commencent-ils enfin à remarquer que, depuis que j'ai l'honneur d'être Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, une certaine franchise caractérise la politique étrangère du Gouvernement. Nous nous sommes efforcés de favoriser les prises de conscience et les discussions publiques.

C'est là quelque chose d'assez neuf, mais je ne serais pas tout à fait objectif si je n'avouais pas que l'évolution dans ce sens a commencé il y a déjà un certain temps et que j'ai été poussé dans cette voie par la logique des événements.

L'une des hommes distingués qui m'ont précédé au poste de ministre des Affaires étrangères, feu M. Mike Pearson, a acquis une réputation enviable pour sa façon de collaborer avec les média. Il était bien connu pour la spontanéité avec laquelle il s'entretenait avec les journalistes, non seulement lorsqu'il s'agissait de leur donner des renseignements de fond mais aussi dans des conférences plus officielles avec vos représentants. Cependant, le monde auquel il oeuvrait était bien différent du monde d'aujourd'hui. Nos relations avec les autres pays et en particulier avec les Etats-Unis étaient, j'ose le dire, beaucoup plus simples qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Bien sûr, c'est M. Pearson lui-même qui a parlé, au cours des années cinquante, de la fin d'une période de relations faciles et allant de soi avec les Etats-Unis. Pourtant, il n'y a que dix ans, on pouvait encore décrire la politique étrangère du Canada, comme l'avait fait plus tôt avec un brin de cynisme un jeune agent de mon ministère comme étant égale à Royaume-Uni plus Etats-Unis, le tout divisé par deux.

D'ailleurs, les questions internationales ne semblaient pas toucher de près la vie de bien des Canadiens, sauf dans la mesure où les guerres mondiales nous mettaient en cause ou les menaces de guerre risquaient de le faire. C'est pourquoi jusqu'à une période relativement récente les Canadiens étaient disposés pour la plupart à laisser ces questions à quelques mordus des affaires étrangères comme vous et moi. En somme, les affaires étrangères, c'était pour les autres. Les relations du Canada semblaient sûres et bien en ordre. Nous nous prononcions en faveur du bien aux Nations Unies et nous accomplissions une foule de tâches utiles de par le monde par sens du devoir plutôt qu'en vertu d'une nécessité nationale. Ce rôle tout à fait réconfortant était possible surtout parce qu'il n'y avait à peu près aucun problème sérieux sur la scène internationale qui ait une influence sur les Canadiens en tant que tels.